



Affaire traitée par :
Jérémy BASTIEN
Poste 7031

Sète, le 20 mars 2017

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL SEANCE DU 13 MARS 2017 A 18 H 30

Affiché conformément à l'article L. 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales

L'an deux mille dix-sept et le 13 mars, à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Sénateur-Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Sébastien ANDRAL, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Francine LOPEZ-COMMENGE, Gaetan LIGUORI.

Etaient absents ayant donné pouvoir :

Sébastien PACULL donne pouvoir à Christelle ESPINASSE, Gérard CASTAN donne pouvoir à Rudy LLANOS, Catherine MARAVAL donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Elyane MICHEL - SARDA, Colette GUIRAUDOU - JAMMA donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Romain FERRARA donne pouvoir à Hervé MERZ, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à François LIBERTI, Marion JEANNE donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Vincent SABATIER est désigné(e) à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur le Sénateur-Maire soumet à l'approbation du Conseil Municipal le compte rendu de la séance du 16/01/2017. Le compte rendu est approuvé à l'unanimité.

Monsieur le Sénateur-Maire donne lecture des décisions prises dans le cadre de la délégation par le Conseil municipal d'une partie de ses attributions.

FINANCES

1 - FIXATION DES TAUX DES TAXES LOCALES

Délibération adoptée à la majorité par 32 voix Pour et 10 voix Contre,

Le Conseil municipal a voté pour 2017 les taux d'impositions des trois taxes locales comme suit :

- Taxe d'Habitation à 31,61 %
- Foncier Bâti à 46,33 %
- Foncier Non Bâti à 66,48 %

Rapporteur : Madame Anne DE GRAVE

2 - OPH DE THAU HABITAT - REFINANCEMENT PRETS CAISSE DE DEPOTS ET CONSIGNATIONS - EMPRUNTS A SOUSCRIRE AUPRES DU CREDIT FONCIER - GARANTIE DE LA VILLE A 100%

Dans le cadre de la prévention des conflits d'intérêt, M. ANFOSSO est absent lors de l'examen de cette affaire.

Délibération adoptée à l'unanimité.

Par courrier du 16 janvier 2017, l'Office Public de THAU HABITAT a sollicité la commune pour une garantie à hauteur de 100 % de deux emprunts de montants respectifs de 7 088 663,83 euros (9 ans – taux fixe : 1,20%) et 8 285 080,98 euros (12 ans – taux fixe : 1,15%), souscrits auprès du CREDIT FONCIER DE FRANCE pour refinancer de la dette externe CDC Livret A en taux fixe.

Considérant que le montant total des annuités d'emprunts garanties déjà accordées à des personnes de droit public ou privé majoré du montant net de la dette communale représente 12,49 % des recettes réelles de la section de fonctionnement et que l'octroi de cette garantie ne modifie pas ce pourcentage, le Conseil municipal a accordé cette garantie d'emprunt, selon les conditions prévues aux contrats de prêt n° 0 044 597 et n° 0 044 598.

Rapporteur : Madame Anne DE GRAVE

3 - SEMOP L'EAU D'ISSANKA - FINANCEMENT INVESTISSEMENTS - EMPRUNTS A SOUSCRIRE AUPRES DE LA CAISSE D'EPARGNE LR - GARANTIE DE LA VILLE A 40%

Délibération adoptée à la majorité par 32 voix Pour et 10 voix Contre,

Par courrier du 20 février 2017, la Société d'économie Mixte à Opération Unique (SEMOP) l'eau d'Issanka a sollicité la commune pour une garantie à hauteur de 40% de toutes les sommes dues au titre de 4 emprunts, pour un montant total de 6,2 M euros, à contracter auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon pour financer des investissements.

Considérant que le montant total des annuités d'emprunts garanties déjà accordées à des personnes de droit public ou privé majoré du montant net de la dette communale représente 12,49 % des recettes réelles de la section de fonctionnement et que l'octroi de cette garantie ne modifie pas ce pourcentage, le Conseil municipal a accordé cette garantie d'emprunt.

Rapporteur : Madame Anne DE GRAVE

ADMINISTRATION GENERALE

4 - COMMISSION MUNICIPALE DES FINANCES - COMPOSITION - RENOUELEMENT

Délibération adoptée à l'unanimité.

Par courrier du 13 janvier 2017, la liste « Puissance Sète Le Rassemblement » souhaite proposer Monsieur Christian DALMON et Madame Marie-Christine VION-LECLERC comme représentants au sein de la Commission municipale des Finances, en remplacement des deux représentants actuels, dans l'impossibilité de participer aux réunions de la commission du fait de leurs obligations.

Dans un souci de bonne administration des affaires communales, et dans le respect du principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale, le Conseil municipal a décidé de procéder à main levée à la désignation des membres de la commission des Finances, et a désigné à l'unanimité des 42 votants :

- Mme Corinne PARAIRES-AZAIS
- Mme Anne de GRAVE
- M. Antoine DE RINALDO
- M. Rudy LLANOS
- M. Hervé MERZ
- M. Sébastien PACULL
- M. Christian DALMON
- Mme Marie-Christine VION-LECLERC
- M. Gaétan LIGUORI

Rapporteur : Monsieur Hervé MERZ

TOURISME

5 - MODIFICATION DE LA COMPOSITION DU COMITE DE DIRECTION DE L'OFFICE DE TOURISME

Délibération adoptée à l'unanimité.

Le conseil municipal a approuvé la nouvelle composition du comité de Direction de l'Office de Tourisme de Sète, telle que présentée ci-dessous, avec un nombre total de 21 membres titulaires et 21 membres suppléants, incluant désormais un membre titulaire et un membre suppléant :

- en tant que personnalité qualifiée en matière de croisières, afin de tenir compte de cette activité en pleine expansion,
- en tant que représentants de la communauté d'agglomération, suite au choix de la commune de conserver un office de tourisme à vocation communale (station classée),
- en tant qu'élus représentants de la commune, afin que ces derniers soient majoritaires.

Elus désignés par le Conseil Municipal :

| Titulaires | | Suppléants | |
|------------|----------------------|------------|------------------------|
| 1 | François COMMEINHES | 1 | Michel BODART |
| 2 | Marie de LA FOREST | 2 | Gérard NAUDIN |
| 3 | Anne de GRAVE | 3 | Hervé MERZ |
| 4 | Antoine DE RINALDO | 4 | Romain FERRARA |
| 5 | Rudy LLANOS | 5 | Dominique CHABANEL-VIE |
| 6 | Emile ANFOSSO | 6 | Vincent SABATIER |
| 7 | Gérard CASTAN | 7 | Céline DROUET-PAILHES |
| 8 | Jocelyne CASSANY | 8 | Patrick ANDRE |
| 9 | Christelle ESPINASSE | 9 | Sébastien PACULL |
| 10 | Jean-Marie TAILLADE | 10 | Virginie ANGEVIN |
| 11 | Colette JAMMA | 11 | Jocelyne GIZARDIN |

Représentants désignés par leurs organisations socio-professionnelles et personnes qualifiées :

| Titulaires | | Suppléants | |
|------------|---|------------|---|
| 12 | Union des Métiers de l'Industrie Hôtelière Sète Bassin de Thau | 12 | Union des Métiers de l'Industrie Hôtelière Sète Bassin de Thau |
| 13 | Union des Métiers de l'Industrie Hôtelière Sète Bassin de Thau | 13 | Culture (Festivals) |
| 14 | Fédération Nationale des Agences Immobilières | 14 | Fédération Nationale des Agences Immobilier |
| 15 | Fédération Nationale de l'Hôtellerie de Plein Air | 15 | Syndicat National des Agents de Voyage |
| 16 | Personnalité qualifiée Tourisme | 16 | Société d'Exploitation des Petit Trains |
| 17 | Personne qualifiée Activité croisières | 17 | Personne qualifiée Activité croisières |
| 18 | Association des Commerçants | 18 | Association des Commerçants de la Corniche |
| 19 | Chambre de Commerce et d'Industrie | 19 | Chambre de Commerce et d'Industrie |
| 20 | Port Sud de France | 20 | Port Sud de France |
| 21 | Communauté d'agglomération du bassin de Thau | 21 | Communauté d'agglomération du bassin de Thau |

Rapporteur : Madame Marie DE LA FOREST

POLITIQUE DE LA VILLE

6 - CONTRAT VILLE 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS

Délibération adoptée à la majorité par 40 voix Pour et 2 voix Contre,

Dans le cadre du contrat de ville 2015-2020, un appel à projets pour l'année 2017 a été envoyé aux éventuels porteurs de projets ayant souhaité mettre en œuvre des actions en faveur des habitants des 2 quartiers prioritaires identifiés sur le territoire de la commune : Ile de Thau et Centre-Ville/Ile Sud.

En vue du comité de pilotage du 23 mars 2017, ont été retenues les actions ci-dessous conduites par diverses associations, pour lesquelles le Conseil municipal a décidé d'attribuer les subventions suivantes :

PILIER COHESION SOCIALE :

AXE 1 LUTTER CONTRE L'ISOLEMENT DES PUBLICS FRAGILES – PROMOUVOIR LE LIEN SOCIAL ET LA CITOYENNETE

ACTION 1 : Développer l'accès aux Droits par un renforcement de l'accueil, de l'information et de l'orientation des publics des QPV

Nom association : ADIAV

«Intitulé action : aides aux victimes de violences et prévention de la délinquance à Sète

Sous-total : 2100 €

Nom association : CDAD

«Intitulé action : Sète accès au droit : consultations juridiques gratuites

Sous-total : 2500€

Nom association : centre d'information sur les droits des femmes et des familles de l'Hérault

«Intitulé action : Permanences de conseil conjugal et familial.

Sous-total : 1500€

Nom association : Renaissance 34

«Intitulé action : Lutte contre les discriminations

Sous-total : 1500 €

Nom association : Léo Lagrange Méditerranée

«Intitulé action : Lutte et prévention du surendettement

Sous-total : 1500 €

ACTION 3 : Soutien à la cohésion sociale par la solidarité et la citoyenneté dans les QPV

Nom association : A.P.S. 34

«Intitulé action : Actions collectives d'animation de proximité et de socialisation

Sous-total : 1000€.

Nom association : Concerthau

«Intitulé action : Le gout de la mémoire cuisine moi une chanson

Sous-total : 1000€.

Nom association : Conseil citoyen de l'île de Thau

«Intitulé action : Fonctionnement conseil citoyen

Sous-total : 1000€.

Nom association : Conseil citoyen centre ville ile sud

«Intitulé action : Fonctionnement conseil citoyen

Sous-total : 1000€.

Nom association : Nous

«Intitulé action : La citoyenneté via numérique

Sous-total : 500€.

Nom association : Femme du soleil

«Intitulé action : lutte contre le repli communautaire

Sous-total : 1000€.

AXE 2 FAVORISER L'ACCES AUX SOINS PHYSIQUES ET PSYCHIQUES ET A LA PREVENTION SANTE

ACTION 2 : Développer une politique de prévention et de prise en charge globale des problématiques de santé en QPV

Nom association : Code 34-48 (ex Portia)

«Intitulé action : unités mobiles « portia » de prévention et de réduction des risques en addictologie auprès des publics et professionnels

Sous-total : 1500 €

Nom association : Planning Familial

«Intitulé action : Prévention santé-citoyenneté- Egalité Sète

Sous-total : 1200 €

Nom association : Via Voltaire

«Intitulé action : Animation du réseau interprofessionnel sur le thème des violences conjugales

Sous-total : 2000 €

Nom association : Via Voltaire

«Intitulé action : Prise en charge des auteurs de violences conjugales.

Sous-total : 1000 €

Nom association : Via Voltaire

«Intitulé action : Prise en charge des enfants

Sous-total : 500 €

Nom association : Maison des adolescents

«Intitulé action : Permanences

Sous-total : 2000€.

AXE 3 FAVORISER LA REUSSITE EDUCATIVE ET L'EGALITE DES CHANCES

ACTION 2 : Développer les outils du projet éducatif global

Nom association : Collège Victor Hugo

«Intitulé action : classe relais

Sous-total : 3000€.

ACTION 3 : Soutenir la parentalité et lutter contre l'illettrisme pour renforcer le projet éducatif global

Nom association : Etre o monde

«Intitulé action : Point écoute Familles causeries

Sous-total : 300€.

Nom association : Concerthau

«Intitulé action : L'école des mères

Sous-total : 1500 €.

Nom association : Concerthau

«Intitulé action : Lecture en chemin

Sous-total : 1000 €.

Nom association : Horizon

«Intitulé action : Sensibiliser les habitants sur l'enjeu de leur état de santé

Sous-total : 2800 €.

AXE 4 FAVORISER L'ACCES AUX ACTIVITES CULTURELLES, SPORTIVES ET DE LOISIRS

ACTION 1 : Appui à la cohésion sociale par les activités culturelles, sportives et de loisirs

Nom association : ASPTT SETE

«Intitulé action : Accès à la pratique sportive pour tous les jeunes du quartier sensibles féminines handicap

Sous-total : 1500 €.

Nom association : Ecole française de Taekwondo
«Intitulé action : sport de combat et citoyenneté
Sous-total : 1500 €.

Nom association : Cap au Large
« Intitulé Action : Découverte de la navigation à voile et des métiers de la mer.
Sous-Total / 1500 €

Nom association : Cap Brassens
«Intitulé action : Renouveau du quartier Brassens
Sous-total : 1500 €.

Nom association : Culture urbaine sans frontière
«Intitulé action : Educpop
Sous-total : 1200 €.

Nom association : L'Awantura
«Intitulé action : l'heure bleue
Sous-total : 500 €.

Nom association : Hérault sport
«Intitulé action : Sète sport pour toi
Sous-total : 500 €.

Nom association : Iron bars 34
«Intitulé action : Actions sportives culturelles éducatives en lien avec le workout summer beach
Sous-total : 2000 €.

Nom association : Les petits débrouillards
«Intitulé action : Sciences dans mon quartier
Sous-total : 2000 €.

Nom association : MJC la passerelle
«Intitulé action : Ateliers libre itinérants en centre ville
Sous-total : 2000 €.

Nom association : MJC la passerelle
«Intitulé action : Pratiques des arts vivants et la toile de la passerelle
Sous-total : 2000 €.

Nom association : Médiathèque André Malraux
«Intitulé action : Tremplin vers la parentalité
Sous-total : 3000 €.

Nom association : Mot pour Mot
«Intitulé action : j't'emmene au théâtre
Sous-total : 1280 €.

Nom association : Mot pour Mot
«Intitulé action : les Bip
Sous-total : 1280 €.

Nom association : Secours populaire
«Intitulé action : actions culturelles
Sous-total : 500 €.

Nom association : Odyssée plongée
«Intitulé action : opération Némé
Sous-total : 1000 €.

Nom association : Rollers Thau Club
«Intitulé action : Pratique du roller en QPV et lien social
Sous-total : 1200€.

Nom association : Sète Badminton club
«Intitulé action : sport facteur d'intégration et d'épanouissement pour tous
Sous-total : 1000 €.

Nom association : Taekwondo lighting
«Intitulé action : Une école d'auto éducation
Sous-total : 1000 €.

Nom association : Training camp
«Intitulé action : Apprentissage des règles de la citoyenneté et de la République à travers la pratique des sports de combats (NA).
Sous-total : 500 €.

Nom association : Unaenime Collective
«Intitulé action : du circuit bending à la création
Sous-total : 1000 €.

Les mêmes comités ont instruit puis validé les actions suivantes sous l'appellation Ville Vie Vacances qui se passent essentiellement pendant des périodes de vacances scolaires pour les jeunes des quartiers prioritaires :

Nom association : Odyssée plongée
«Intitulé action : Opération Hippocampe
Sous-total : 1000 €.

Nom association : Sète Expo Sciences
«Intitulé action : Sciences à la passerelle
Sous-total : 800 €.

Nom association : MJC la passerelle
«Intitulé action : camp enneigé
Sous-total : 500 €.

Nom association : MJC la passerelle
«Intitulé action : Musicos'tour
Sous-total : 2000 €.

Nom association : Centre de Loisirs Jeunes
«Intitulé action : Sète 2017
Sous-total : 9000 €.

Nom association : Les arts buissonniers
«Intitulé action : labo ciné sciences et pédagogie
Sous-total : 1000 €.

Les mêmes comités ont instruit puis validé les actions suivantes sous l'appellation Fonds Interministériel de Prévention de la délinquance qui se passent essentiellement pendant des périodes de vacances scolaires pour les jeunes des quartiers prioritaires :

Nom association : centre d'information sur les droits des femmes et des familles de l'Hérault
«Intitulé action : Accueil de jour
Sous-total : 2000€

PILIER CADRE DE VIE – RENOVATION URBAINE:

AXE 1 : favoriser l'accès au logement pour tous-renforcer la mixité sociale et fluidifier les parcours résidentiels.

Action3 : Accueil et accompagnement des habitants.

Nom association : compagnons Bâtisseurs

«Intitulé action : ateliers de quartiers Sète

Sous-total : 900 €.

Nom association : Secours populaire

«Intitulé action : Mieux vivre chez soi

Sous-total : 700 €.

Nom association : Habitat jeunes et bassin de Thau.

«Intitulé action : Boutique Logement.

Sous-total : 3800 €.

PILIER ECONOMIE – EMPLOI – INSERTION:

Axe 1 : développer et maintenir l'activité économique au bénéfice des habitants des QPV

Action 6 : développer l'accueil et l'accompagnement des entreprises et des nouveaux dispositifs

Nom association : BGE

«Intitulé action : Créacités

Sous-total : 490 €.

Axe 3 : accompagner l'accès et le maintien dans l'emploi des habitants des Q.P.V.

Action 7 : accompagnement à l'emploi et à l'insertion des publics en difficulté, promotion des métiers et développement de l'apprentissage

Nom association : Lycée général technologique

«Intitulé action : Musée lycéen

Sous-total : 1500 €.

Action 9 : Lutter contre l'illettrisme et la fracture numérique et faciliter l'acquisition des savoirs de base pour faciliter la recherche d'emploi

Nom association : Apije

«Intitulé action : Espace numérique d'inclusion socio professionnelle

Sous-total : 2500 €.

Nom association : Concerthau

«Intitulé action : Bien dans ses baskets

Sous-total : 2000 €.

TOTAL GENERAL : 87 550€

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

ACTION SOCIALE

7 - JARDINS FAMILIAUX - ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR - DENOMINATION

Délibération adoptée à l'unanimité.

L'objet de la présente délibération est la création de jardins familiaux sur une parcelle de 30 lots située à l'île de Thau, accessible par la rue des fauvettes et la rue des rouges-gorges, selon une démarche solidaire favorisant la mixité sociale, le respect de l'environnement, la vie associative et la participation des habitants.

Pour assurer la bonne administration de ces jardins, le Conseil municipal en a adopté le règlement intérieur, et a décidé de dénommer cet espace « jardin RAKROUKI », afin d'honorer la mémoire de Rakrouki Salah, ayant cultivé ce jardin de 1978 à 2014, dans un esprit de partage avec ses voisins et amis du quartier.

Rapporteur : Monsieur François COMMEINHES

8 - DISPOSITIF DE LUTTE CONTRE L'INDECENCE ET L'INDIGNITE DES LOGEMENTS - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES
Délibération adoptée à l'unanimité.

Le Conseil municipal a approuvé la signature avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault d'une convention relative au dispositif de lutte contre l'indécence et l'indignité des logements, en vue d'habilier le Service Communal d'Hygiène et de Santé, après enquête sanitaire, pour transmettre tout constat de non décence, point de départ du dispositif de consignation des aides au logement versées par les organismes payeurs, dès réception du constat jusqu'à la mise en conformité d'un logement indécemment.

Rapporteur : Monsieur Michel BODART

AFFAIRES CULTURELLES

9 - ECOLE DES BEAUX ARTS - ADHESION A L'ASSOCIATION NATIONALE DES CLASSES PREPARATOIRES PUBLIQUES AUX ECOLES SUPERIEURES D'ART
Délibération adoptée à l'unanimité.

Le Conseil municipal a approuvé l'adhésion de la commune à l'Association Nationale des Classes Préparatoires Publiques aux Ecoles Supérieures d'Art (APPEA), et a autorisé Monsieur le Sénateur-Maire à donner pouvoir au directeur de l'école des beaux-arts en vue de siéger aux réunions et Assemblées Générales de l'association.

| ASSOCIATIONS | MONTANT DE L'ADHESION 2017 | MOTIVATIONS DE L'ADHESION |
|---|----------------------------|--|
| - L'Association Nationale des Classes Préparatoires Publiques aux Ecoles Supérieures d'Art (APPEA) - Siège social : 2 rue Y TOUDIC 75010 Paris | 515,00 € | <p>La formation dispensée à Sète est dorénavant reconnue au niveau national.</p> <p>Cette offre de formation est donc considérée à présent comme l'une des « Préparations artistiques » appelant soutien de l'Etat (octroi du Statut Etudiant, délivrance des bourses et accès aux services interuniversitaires communs des CROUS) ce qui positionne l'école des beaux-arts de Sète comme un interlocuteur privilégié des institutions.</p> <p>Cette reconnaissance activement soutenue par l'APPEA en sa qualité d'interlocutrice du Ministère de la Culture et de la Communication, nécessite à présent que la Ville de Sète adhère à cette association nationale afin de pouvoir intégrer son Bureau et en vue, notamment, de participer aux discussions avec les services concernés de l'Etat.</p> |

Rapporteur : Madame Christelle ESPINASSE

10 - MANIFESTATION MUSICALE WORLD WIDE FESTIVAL - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION - CONVENTION D'OBJECTIFS AVEC LA SOCIETE SNAPSHOT
Délibération adoptée à l'unanimité.

Depuis plus de 10 ans, la société Snapshot organise une manifestation musicale dénommée Worldwide Festival, remportant un grand succès notamment auprès des jeunes et du public anglo-saxon. Du 3 au 9 juillet 2017, le World Wide Festival va animer la ville dans différents lieux, dont le Centre Régional d'Art Contemporain, la plage et le Théâtre de la Mer.

Sous réserve de l'accord de la région, qui devrait apporter un soutien financier à cette manifestation, le Conseil municipal a approuvé la signature d'une convention d'objectif avec la société Snapshot, pour l'attribution d'une subvention de 60 000 €. La commune apporte également des aides logistiques : mise à disposition du Théâtre de la mer, d'une valeur de 20 020 €, et de matériel pour les concerts extérieurs.

Rapporteur : Madame Christelle ESPINASSE

EDUCATION

11 - SENSIBILISATION DES ENFANTS A LA SECURITE ELECTRIQUE - CREATION D'UN CONCEPT PEDAGOGIQUE "TOUS AU COURANT" - CONVENTION DE PARTENARIAT A PASSER AVEC LA SOCIETE ENEDIS
Délibération adoptée à l'unanimité.

Le Conseil municipal a approuvé la signature d'une convention de partenariat entre la ville et la Société ENEDIS DIRECTION, ayant pour objet de sensibiliser les enfants de façon ludique à la sécurité électrique, au travers d'un concept pédagogique « TOUS AU COURANT ».

Cette convention prévoit la mise à disposition par la société, à titre gracieux, des kits pédagogiques dans les écoles primaires de la ville, et l'utilisation de ces derniers à l'occasion d'ateliers sur les temps scolaires, périscolaires ou extrascolaires, durant 3 années consécutives.

Rapporteur : Madame Corinne PARAIRES - AZAIS

PERSONNEL

12 - MISES A DISPOSITION D'AGENTS

Le Conseil municipal a pris acte de la poursuite des mises à disposition suivantes, et des conventions afférentes :

- Monsieur Jean Louis MASSON, Technicien principal de 1ère classe, à raison de 30% soit 10.5 heures hebdomadaires, auprès du service bâtiments infrastructures de la Communauté d'agglomération du bassin de Thau, pour permettre notamment l'interface avec le prestataire DALKIA dans la cadre de la gestion des piscines à compter du 1er janvier 2017 et pour 1 an,
- Monsieur Emmanuel PRENGIEL, adjoint administratif territorial titulaire, auprès du FC SETE 34, en qualité de secrétaire comptable à compter du 1er janvier 2017 et pour 1 an,
- Monsieur Luc AYRAULT, adjoint territorial d'animation titulaire, auprès de VOILE FUN SETE, en qualité de responsable technique à compter du 1er janvier 2017 et pour 1 an.

Ces mises à dispositions donneront toutes lieu à un remboursement intégral des rémunérations et charges afférents aux emplois concernés, et seront soumises à la CAP du 28 Avril 2017.

Rapporteur : Monsieur Emile SUBITANI

13 - REGIE DES POMPES FUNEBRES - MODIFICATION DU CONTRAT DE RECRUTEMENT D'UN AGENT D'ACCUEIL
Délibération adoptée à l'unanimité.

Par délibération du 28 Novembre 2016 a été créé un emploi contractuel à durée indéterminée d'agent d'accueil funéraire au sein de la Régie Municipale des Pompes Funèbres,.

Eu égard aux missions concernées, et après avis favorable du Conseil d'Exploitation de la Régie, le Conseil municipal a autorisé la modification de cet emploi occupé par Madame Elisabeth AMBROGGIANI, dont la rémunération sera portée à 19500.00€ brut annuel (niveau 2 – position 1 convention collective nationale des Pompes Funèbres) prime de fin d'année incluse, à compter du 1^{er} avril 2017.

Rapporteur : Monsieur Emile SUBITANI

INTERCOMMUNALITE

14 - COMPETENCE PLAN LOCAL D'URBANISME - OPPOSITION AU TRANSFERT AU NIVEAU INTERCOMMUNAL
Délibération adoptée à l'unanimité.

La loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové du 24 mars 2014 donne désormais aux EPCI la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU), en permettant une exception dans le cas où au moins 25% des communes, représentant au moins 20% de la population, s'y opposent dans les trois mois précédant le terme du délai d'applicabilité, soit le 27 mars 2017 en l'espèce.

La commune s'est impliquée d'une manière volontariste dans le transfert vers Thau Agglo de la compétence « Aménagement de l'Espace », considérant que la politique foncière, le portage d'opérations d'aménagement sur les sites à enjeux et la mise en place d'outils de cartographie et d'information géographique, s'exercent avec plus de pertinence et d'efficacité sur un territoire plus élargi.

En revanche, dans un souci constant de disposer d'un document en adéquation avec la réalité du territoire, la commune a adapté son PLU depuis l'approbation de ce dernier en 2014 (2 modifications et 2 modifications simplifiées), démontrant ainsi l'intérêt qui s'attache à ce que cette compétence soit conservée au niveau communal.

Compte tenu de ces éléments, le Conseil municipal a décidé de s'opposer au transfert de la compétence PLU à la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau ou à tout autre EPCI.

Rapporteur : Monsieur Antoine DE RINALDO

URBANISME

15 - PROJET DE PERIMETRE DELIMITE DES ABORDS DU THEATRE MUNICIPAL "MOLIERE"

Délibération adoptée à l'unanimité.

Les effets de la servitude de protection des monuments sont restaurés à l'extérieur de l'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), et concernant le théâtre Molière, s'étendent au-delà des limites de l'AVAP selon un rayon de 500 mètres autour du théâtre, touchant des secteurs sur lesquels l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France n'a pas lieu d'être (nord de la gare).

En conséquence, le Conseil municipal a émis un avis favorable à la proposition de faire concorder le périmètre délimité des abords du théâtre municipal « Molière » avec les limites de l'AVAP, et a décidé de soumettre cette question à enquête publique conjointement au projet d'Aire de mise en Valeur du Patrimoine Architectural.

Rapporteur : Monsieur François COMMEINHES

16 - MISE EN VALEUR DE LA FORET DES PIERRES BLANCHES - CONVENTION PARTENARIALE AVEC L'OFFICE NATIONAL DES FORETS POUR LA PERIODE 2016-2022 - ADOPTION DE LA CONVENTION PARTICULIERE D'APPLICATION POUR L'ANNEE 2017

Délibération adoptée à l'unanimité.

Par délibération du 1^{er} février 2016, le Conseil municipal a approuvé la signature avec l'Office National des Forêts (O.N.F) d'une convention partenariale ayant pour objectif de définir les modalités de fonctionnement et d'intervention de chacune des parties dans le cadre de la mise en valeur de la forêt des Pierres Blanches,

Le Conseil municipal a approuvé la signature de la convention particulière d'application pour l'année 2017 fixant un programme d'actions à mettre en œuvre, pour un montant total estimé à 22 500 € HT, la commune attribuant à l'O.N.F une participation de 15 000 € HT, correspondant à 67% du montant total des travaux.

Rapporteur : Monsieur François COMMEINHES

17 - DESIGNATION D'UN MEMBRE DU CONSEIL MUNICIPAL POUR PRENDRE LA DECISION RELATIVE A LA DELIVRANCE D'UNE DECLARATION PREALABLE

Dans le cadre de la prévention des conflits d'intérêt, M. COMMEINHES est absent lors de l'examen de cette affaire.

Délibération adoptée à l'unanimité.

Monsieur le Maire est intéressé à titre personnel dans la délivrance d'une Déclaration Préalable (n° 034 301 16 70318) au profit de la POLYCLINIQUE SAINTE THERESE, dont il est le représentant, pour la pose de deux rangées de 10 capteurs panneaux solaires.

Après avoir décidé à l'unanimité de se prononcer à main levée, le Conseil municipal a désigné Monsieur Rudy LLANOS, Adjoint, pour prendre la décision relative à cette déclaration préalable, ainsi qu'aux autres documents relatifs à ce dossier durant l'ensemble de cette procédure.

Rapporteur : Monsieur Hervé MERZ

AMENAGEMENT URBAIN

- 18 - MODIFICATION DES STATUTS DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DU LANGUEDOC-ROUSSILLON - PROJET DE DECRET - AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL**
Délibération adoptée à l'unanimité.

Le Conseil municipal a émis un avis favorable sur un projet de décret proposant, à l'issue d'une période de concertation avec les acteurs locaux, une extension du périmètre d'intervention de l'EPF Languedoc-Roussillon au périmètre de la grande Région Occitanie, considérant que l'ensemble du territoire régional aurait bénéfice à accéder aux services d'un EPF, à l'exception des communes disposant d'un EPF local des départements de la Haute-Garonne, du Tarn et du Tarn et Garonne.

Le conseil d'administration verra le nombre de ses membres passer de 28 à 55 et son siège sera fixé à Montpellier.

Rapporteur : Monsieur François COMMEINHES

- 19 - CONVENTION FONCIERE SIGNEE AVEC L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DU LANGUEDOC ROUSSILLON - OPERATION ILOT CARAUSSANE - ACQUISITION FONCIERE**
Délibération adoptée à l'unanimité.

Dans le cadre de la convention foncière signée le 21 octobre 2014 confiant à l'Etablissement Public Foncier du Languedoc-Roussillon, une mission d'acquisition foncière sur le secteur de l'îlot Caraussane, trois acquisitions foncières ont été réalisées à l'amiable par l'EPF, pour un montant de 311 788,84 €, cohérent avec l'avis des domaines du 26 janvier 2017.

Ces acquisitions devant aujourd'hui faire l'objet d'une cession à la commune afin de pouvoir entrer dans la phase opérationnelle de restructuration de la rue Caraussane, le Conseil municipal a approuvé l'acquisition des trois biens immobiliers concernés :

- lot 2 - 16 rue de la Caraussane (parcelle cadastrée AP 96),
- lot 3 - 16 rue de la Caraussane (parcelle cadastrée AP96),
- lot 4 - 8 rue de la Caraussane (parcelle cadastrée AP100).

Rapporteur : Monsieur François COMMEINHES

- 20 - DEMOLITION DES LOCAUX DU SITE DE L'ANCIENNE CASERNE POUR REALISER UN DIAGNOSTIC ARCHEOLOGIQUE PREVENTIF - CONVENTION AVEC LA SOCIETE IDEOM**
Délibération adoptée à l'unanimité.

Par délibérations du Conseil municipal du 29 mars et 23 mai 2016, les parcelles constituant le terrain d'assiette de l'ancien centre de secours ont fait l'objet d'une désaffectation, d'un déclassement et d'une cession à la société IDEOM.

Un permis de démolir et un permis de construire ont ensuite été accordés au bénéfice des sociétés HELENIS, AMETIS et IDEOM. Dans le cadre de cette procédure, la Direction Régionale des Affaires Culturelles - Pôle Patrimoine - Service régional de l'archéologie a prescrit la réalisation d'un diagnostic archéologique préventif.

Afin de permettre ce diagnostic, le Conseil municipal a approuvé la signature d'une convention avec la société IDEOM fixant les conditions de démolition des constructions édifiées sur le bien, et les engagements respectifs des deux parties.

Rapporteur : Monsieur François COMMEINHES

GESTION DU PATRIMOINE

21 - ABATTEMENT SUR LE MONTANT DES CONSOMMATIONS DUES PAR LES BENEFICIAIRES DE LOGEMENTS DE FONCTION POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE

Délibération adoptée à l'unanimité.

Le cadre juridique applicable aux logements de fonction a évolué, de sorte que le bénéficiaire du logement supporte l'ensemble des charges locatives afférentes, dont les fluides : eau, gaz et électricité. Le décret du 19 Juillet 2013 ayant porté la date limite de la période transitoire de mise en conformité au 1er Septembre 2015 (+ 2 ans), il a été décidé de faire bénéficier aux agents concernés de ce délai supplémentaire.

Le montant des consommations correspondantes a pu être calculé par logement selon le tableau suivant, pour une somme totale de 9657,20 € :

| Logement attribué | Fluides concernés | Consommations du 01/09/15 au 22/11/2016 | Total des sommes dues après abattement |
|--|----------------------------|---|---|
| Bains Douches Place Stalingrad - M. et Mme Morales | Eau - Electricité - Gaz | 1 498,40 € | 749,00 € |
| Gymnase FERRARI Rue Baudin - M. Bailleul | Eau - Electricité - Gaz | 1 458,33 € | 729,00 € |
| Centre Maurice CLAVEL Rue M. CLAVEL - M. Maaroufi | Eau - Electricité - Gaz | 1 305,58 € | 653,00 € |
| Stade René LLENSE Av Jean Mermoz - M. Munoz | Eau - Electricité | 1 697,65 € | 849,00 € |
| Centre BIASCAMANO Boulevard J. Curie - M. Serpinet | Eau - Electricité - Gaz | 1 566,64 € | 783,00 € |
| Centre Sportif du LIDO Rue du Dauphiné - M. Moreno | Eau - Electricité | 1 023,26 € | 512,00 € |
| Stade Louis MICHEL - M. Santiago Départ du logement le 12/02/16 | Eau - Electricité | 357,39 € | 179,00 € |
| Stade Louis MICHEL - M. Arnau Entrée dans le logement le 22/02/16 | Eau - Electricité | 437,79 € | 219,00 € |
| MAISON VIE ASSOCIATIVE La pierrerie - Mme Houtmann Entrée dans le logement le 01/07/16 | Eau - Electricité | 312,16 € | 156,00 € |
| | TOTAL | 9 657,20 € | 4 829,00 € |

En raison de l'importance de la période facturée et du montant élevé des sommes dues, le Conseil municipal a approuvé le principe d'un abattement de 50% sur le montant des consommations dues par chaque occupant.

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

22 - ACTION FONCIERE - BILAN DES ACQUISITIONS ET DES CESSIIONS ANNEE 2016

Le Conseil municipal a pris acte du bilan des acquisitions et des cessions réalisées par la Ville au cours de l'année 2016 :

Les transactions à prendre en compte sont celles pour lesquelles un accord est intervenu au cours de l'année considérée (il n'est pas tenu compte de la date de signature ou de paiement au cours de l'année).

ACQUISITIONS

| Référence cadastrale | Nom du vendeur | Adresse | Superficie (m²) | Montant |
|-----------------------------|----------------------------------|-----------------------------|------------------------|----------------|
| BN 12, BN 360 et BN 405 | ETAT | Montée des Pierres Blanches | 685 | 1 € |
| AS 248 | ETAT | Chemin de St Clair | 2096 | 1 € |
| AX 209 | MSC PROMOTION | Chemin Croix de Marcenac | 219 | 8 436 € |
| BI 543 | Mme FRANCES et M. CHANES-ISTACIO | Rue des Pinsons | 37 | 1 480 € |
| BI 545 | Mme MAGLIOCCA et M. BENKRADIDJA | Rue des Pinsons | 45 | 1 800 € |
| BI 192 | Mme Arlette BOZEK | Rue des Pinsons | 82 | 3 280 € |

CESSIONS

| Référence cadastrale | Nom de l'acquéreur | Adresse | Superficie | Montant |
|---|---------------------------|---|-----------------------------|----------------|
| AM 341 | Mme Josiane LONIGRO | Maison d'habitation – ST-PIERRE-DE-CHARTREUSE | Parcelle 1582 Bâti 322 | 162 000 € |
| F 510, 511, 512, 513, 514, 1109 et 1110 | SAFER Rhône-Alpes | Lieu-dit « le Sapey » à UGINE | 14ha 59a 10ca | 32 000 € |
| BC 8 et 16 | Société IDEOM | Ancienne caserne des pompiers – Boulevard Camille Blanc | 4854 | 2 000 000€ |
| AE 48 et AE 54 | THAU AGGLO | Quai des Moulins | Parcelles 5606 Bâti 4634 | 1 € |
| Pas encore cadastrée | M. Josian SABATIER | Promenade Louis Vaillé – La Pointe Courte | 6 | 300 € |
| AN 452 | M. et Mme HEINRICH | Impasse du Souras Haut | 182 | 15 500 € |
| BL 478 – Délaissé au droit parcelle | Mme MARCHAL | 4 rue des Reflets | 4 | 480 € |
| BL 589 BL 590 | M. et Mme GRISTI | Impasse des Embruns | 61 | 7 320 € |

Rapporteur : Monsieur Emile ANFOSSO

La séance est levée à 19h45.

Le Sénateur-Maire



François COMMEINHES

LES EXTRAITS DU REGISTRE DES DELIBERATIONS, OBJET DU PRESENT COMPTE-RENDU, SONT PUBLIES CONFORMEMENT A L'ARTICLE L 2131-1 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

TOUTE PERSONNE PEUT EN PRENDRE CONNAISSANCE AUPRES DU SECRETARIAT GENERAL A L'HOTEL DE VILLE.